[…]

À l'usine, on ne produisait plus que du Béryllium. Dans le laboratoire qui effectuait les analyses, nous n'étions qu'une cinquantaine d'employés. Cela restait un travail de routine, mais dangereux pour la santé. Pour entrer dans les box, il fallait se protéger avec un masque à gaz. Nous étions des camarades très solidaires, d'autant que nous militions tous dans le même syndicat.

Mai 68 a été pour les ouvriers un mois fort et inoubliable. Une période qui a frappé toutes les mémoires et a (trop peu) changé la vie dans les entreprises. Dès les premiers jours du mois, comme un écho au mouvement étudiant, petit à petit, les usines et entreprises se sont mises en grève. Les salariés occupaient les locaux. Dans notre boîte, le 13 mai, avec un camarade, nous sommes allés barricader l'entrée de l'usine dès trois heures du matin. Nous avons placardé des affiches et sorti les pancartes. Seuls pouvaient entrer les grévistes. Les autres étaient priés de retourner chez eux. Bien entendu, on ne laissait pas entrer non plus les membres de la direction. Le directeur en personne s'était pointé dès sept heures, informé de notre mouvement par je ne sais qui. Un de nos piquets de grève s'est adressé à lui avec gourmandise : « Mais bien sûr, Monsieur le Directeur, vous pouvez entrer… si vous êtes gréviste ! »

Dans l'usine occupée, nous avons continué de faire tourner la fabrication. Mais au bout d'une semaine nous avons dû arrêter, faute de matières premières. Le directeur et quelques employés se sont manifestés de nouveau pour entrer dans l'établissement, sans succès. C'était la grève totale.

Vers le 20 ou le 21 mai, la direction générale de Paris a informé les syndicats qu'elle était prête à discuter avec nos délégués. J'ai été élu par notre site pour monter à la capitale avec les collègues de Saint-Jean-de-Maurienne. Comme il n'y avait plus de trains à cause… des grèves, nous sommes allés en taxi. Les réunions à Paris ont duré cinq jours. Nous avons rencontré un mandataire de la direction générale.

Le 26 mai, nous avons participé à une négociation de haut niveau avec la direction générale du Groupe, sous la conduite du Premier ministre Georges Pompidou. La direction nous a écouté présenter nos revendications qui étaient : augmentation des bas salaires, suppression du pointage en début et fin de poste de travail, reconnaissance des syndicats dans les instances de gestion, liberté d'action des délégués du personnel. Le directeur général a exposé que les directeurs des diverses usines recevaient mandat pour discuter de quelques améliorations. Lorsqu'il a eu terminé, alors que l'heure avançait (on arrivait à minuit), Pompidou a pris la parole, concluant : « Messieurs, c'est cela ou rien ». Puis il s'est levé pour partir. La discussion était close. Le lendemain, nous rentrions chez nous.

Après trois semaines de grève locale, et le sacrifice financier que cela avait entraîné, nous avons dû, comme tant d'autres entreprises en France, reprendre le travail sans avoir obtenu grand-chose. Surtout pour ce que nous demandions en premier : une augmentation des bas salaires. Ce matin-là a été très amer. Nous avions le cœur lourd. La seule revendication satisfaite avait été la liberté syndicale. Nos délégués syndicaux seraient enfin reconnus dans

les instances de direction. On avait aussi obtenu une suppression du pointage, qui était vexatoire car il nous réduisait à un matricule (comme des bagnards !) Au niveau national, mai 68 avait quand même permis d'obtenir la quatrième semaine de congés payés.

Heureusement, les actions de solidarité entre travailleurs ne se limitaient pas au seul cadre syndical et aux résultats qu'on y obtenait (ou pas…). J'aimais aussi m'impliquer personnellement pour des copains, ouvriers comme moi, qui pouvaient rencontrer des difficultés. C'est ainsi que j'ai souvent dépanné des camarades étrangers, simplement en causant avec eux pour leur apprendre le français, ou en les aidant à se repérer dans certaines démarches administratives. Italiens, Portugais, ou Arabes, ils montaient parfois chez moi au village. Jeannette aidait aussi, comme cette fois où elle a tricoté un pull-over pour un Algérien (un gars gentil comme tout, nommé Larbi) qui enviait celui que je portais. À l'occasion, ces copains venus d'ailleurs ne rechignaient pas à aider pour certains travaux collectifs dans la commune. On ne leur demandait rien ; c'était simplement qu'ils avaient envie de nous rendre service, en retour de notre accompagnement.

Trois ans plus tard, au printemps 1971, la direction nous a informés, en comité d'entreprise, que la fabrication du Béryllium allait se terminer. Il n'y aurait pas de licenciements secs. Les agents seraient « simplement » mutés sur d'autres sites. De nouveaux temps difficiles s'annonçaient. D'autant plus que n'allaient pas tarder la crise du pétrole, la hausse des prix, et le début du chômage en grandes proportions. Cette situation économique menaçante, des vallées comme la nôtre allaient la vivre encore plus que le reste du pays, à cause de l'enclavement.

[…]